

Cote du document: EB 2015/LOT/G.26
Date: 30 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la République de Cabo Verde en faveur du renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Luyaku Nsimpasi
Chargé de programme de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +221 77740 5911
courriel: l.nsimpasi@ifad.org

Steven Jonchkeere
Responsable de la gestion des savoirs
et du Suivi-Évaluation
téléphone: +39 06 5459 2144
courriel: j.jonchkeere@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde	3
---	---

Appendice

Results-based logical framework
(Cadre logique axé sur les résultats)

Sigles et acronymes

INS	Institut national des statistiques
MDR	Ministère du développement rural
S&E	Suivi-évaluation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la République de Cabo Verde en faveur du renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la République de Cabo Verde en faveur du renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA de 800 000 USD au titre du guichet-pays spécifique à la République de Cabo Verde en faveur du renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde. La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le programme proposé correspond pleinement au but et aux objectifs assignés aux financements accordés par le FIDA sous forme de dons, tels qu'ils sont énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. Le présent don sera utilisé pour faire face au problème persistant que constitue la performance médiocre du gouvernement et des partenaires d'exécution en matière de suivi-évaluation, moyennant le renforcement des capacités en termes d'institutions, d'exécution et de politiques et, partant, la création d'un bien public pour Cabo Verde.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde, accordera un don ne dépassant pas huit cent mille dollars des États-Unis (800 000 USD) à la République de Cabo Verde, à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Renforcement du système national de suivi-évaluation à Cabo Verde

I. Généralités

1. Il ressort du projet de rapport d'exécution du Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural et du dernier rapport de supervision du Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (POSER) qu'à Cabo Verde les capacités, tant au niveau de l'administration centrale que des projets, en matière de suivi-évaluation (S&E) sont très faibles, notamment pour ce qui est de la quantification des résultats.
2. Le FIDA est résolu à renforcer les systèmes nationaux de S&E en développant les capacités du personnel des principaux ministères en charge de l'exécution, du personnel chargé de la gestion des projets et des partenaires d'exécution, en particulier lors du démarrage et au début de la mise en œuvre des projets. Ces capacités sont essentielles pour pouvoir mieux documenter et diffuser les résultats et l'impact des projets appuyés par le FIDA dans le pays, et en rendre compte.
3. Le Gouvernement caboverdien, par l'intermédiaire de son Ministère du développement rural (MDR), a lancé une initiative bénéficiant d'un vaste soutien afin de mettre en place un système national de S&E. À cet égard, il a demandé au FIDA d'apporter une assistance en termes de renforcement des capacités et d'encadrement. La présente proposition de don vise à allouer à cette tâche importante un montant de 600 000 USD.
4. Parallèlement, le gouvernement a entrepris une enquête nationale sur la pauvreté afin de suivre l'évolution de la pauvreté et l'impact de différentes interventions, et d'établir des valeurs de référence pour les principaux indicateurs de la pauvreté dans le pays. Dans le secteur de l'agriculture, les indicateurs seront mesurés sur la base de ces valeurs de référence et feront l'objet d'un suivi par le biais du système de S&E du MDR. L'enquête, qui sera conduite sur un an, comportera des dépenses de 3,1 millions d'USD environ. Le gouvernement a demandé au FIDA d'y contribuer à hauteur de 200 000 USD.
5. On estime à 3 785 000 USD le coût total de ces deux activités, réparti comme suit: le financement octroyé par la Banque africaine de développement (BAfD) s'élève à 1 270 000 USD, celui du Programme des Nations Unies pour le développement à 430 000 USD, celui de la Coopération luxembourgeoise à 120 000 USD et celui du FIDA à 800 000 USD. La contribution du gouvernement sera de 1 165 000 USD.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. Cette initiative est conforme au Mémoire du Président sur l'orientation stratégique relative aux dons du FIDA pour 2015; en effet, elle apportera une contribution significative à un bien public national (savoirs) et elle vise à remédier au problème persistant que constitue la faiblesse de la performance du gouvernement et des partenaires d'exécution en matière de S&E grâce au renforcement des capacités en termes d'institutions, d'exécution et de politiques.
7. Par ailleurs, le don s'inscrit dans le droit fil de la priorité accordée par la Division Afrique de l'Ouest et du Centre au renforcement des systèmes de S&E des projets et programmes du FIDA. En fait, les derniers rapports d'examen du portefeuille ont mis en lumière la faiblesse du système de S&E, principal obstacle au recensement, à la documentation et à la diffusion des résultats, des effets et de l'impact. La fragilité des systèmes de S&E vient aussi limiter les efforts déployés au niveau du pays et des projets afin de reproduire à plus grande échelle les meilleures pratiques et les innovations générées.

8. Par ailleurs, le présent don est en harmonie avec les axes stratégiques établis par le FIDA pour 2015. Ce don au titre du guichet-pays spécifique provenant de l'allocation SAFF sera exclusivement utilisé pour remédier à la faible performance du gouvernement et des partenaires d'exécution dans le domaine du S&E, moyennant le renforcement des capacités des institutions publiques et des projets s'agissant de documenter, de diffuser et de reproduire à plus grande échelle les meilleures pratiques et les innovations.
9. De plus, le projet POSER du FIDA, en cours d'exécution, bénéficiera grandement des résultats de l'enquête de référence qu'il est prévu de réaliser ainsi que de l'appui fourni par le système de S&E.
10. Enfin, il s'agit là pour le FIDA d'une véritable occasion d'offrir au gouvernement l'encadrement nécessaire pour mettre en place un cadre national de S&E. Le FIDA s'efforcera de collaborer avec d'autres partenaires de développement et fournira des orientations stratégiques afin de faire du S&E un objectif commun, par le biais d'une entité unique, pour améliorer l'efficacité, promouvoir l'obligation redditionnelle et limiter la superposition des activités.

III. Programme proposé

11. L'objectif global du programme est de favoriser la réduction de la pauvreté et le développement durable en milieu rural. Ses objectifs spécifiques sont d'accroître l'utilisation de données factuelles pour la formulation des politiques et la gestion des projets et de mieux comprendre quelles mesures sont efficaces pour réduire la pauvreté rurale, où et pourquoi elles fonctionnent, et dans quelles conditions. Pour ce faire, il sera nécessaire d'améliorer les capacités du gouvernement en matière de S&E, de manière à générer des données factuelles fiables concernant les effets et l'impact des projets.
12. Le groupe cible est composé d'agents du MDR, en particulier du personnel de la Direction de la planification et de la gestion, au siège et en dehors, ainsi que d'agents de l'Institut national des statistiques (INS).
13. Par ailleurs, 85 000 ruraux pauvres (hommes, femmes et jeunes) bénéficieront indirectement du programme, en l'espèce de l'amélioration de la prestation de services.
14. Même si la durée effective de l'exécution du programme est de trois ans, celui-ci sera mis en œuvre sur quatre ans afin de tenir compte d'éventuels retards. Il s'articule autour de deux composantes, à savoir: i) la mise en place d'un système national de S&E dans les secteurs agricole et rural; et ii) la réalisation d'une enquête nationale sur la pauvreté. La première composante comprendra les activités suivantes: a) élaboration d'un manuel opérationnel; b) renforcement des capacités; et c) études et assistance technique. La deuxième composante comprendra les activités suivantes: a) réalisation de l'enquête; et b) partage des résultats.

IV. Produits et avantages escomptés

15. On attend de ce programme les effets suivants:
 - a) Mise en place d'un système national de S&E dans les secteurs agricole et rural:

Ce système offrira au gouvernement et aux multiples partenaires de développement un canal unique par le biais duquel ils pourront créer un bien public générant des données efficaces et susceptibles d'être mises en pratique pour favoriser le développement rural à Cabo Verde; et

- b) Réalisation d'une enquête nationale sur la pauvreté:
 - i) À l'heure actuelle, il n'existe pas de données de référence détaillées sur l'ampleur et la nature de la pauvreté dans les sept îles que compte Cabo Verde.
 - ii) Vu qu'il est en train de mettre en œuvre un programme de développement rural, le FIDA tirera lui aussi de la collecte et de l'analyse de ces données des avantages considérables.

V. Modalités d'exécution

- 16. Le bénéficiaire du don sera la République de Cabo Verde par l'intermédiaire du MDR; ce dernier sera responsable de l'élaboration, de la coordination, du suivi et de la mise en œuvre des politiques nationales dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la sécurité alimentaire. Les fonds du don seront décaissés sur un compte désigné ouvert et administré par le MDR indépendamment des fonds hors don, comme il est d'usage pour les dons du FIDA.
- 17. L'INS assurera l'encadrement technique de l'enquête nationale sur la pauvreté, sous la supervision administrative du MDR. Cette disposition sera consignée dans un accord écrit distinct conclu entre les deux parties, sous réserve de l'avis de non-objection du FIDA.
- 18. Le don sera supervisé dans le cadre des activités régulières de supervision prévues pour le programme de pays. Ainsi, les coûts liés à la supervision seront financés sur l'allocation budgétaire opérationnelle ordinaire pour Cabo Verde. Aucune ressource additionnelle n'est nécessaire pour superviser ce don spécifique. Deux fois par an au moins, le FIDA, le MDR, le Ministère de la jeunesse, de l'emploi et du développement des ressources humaines et l'INS se réuniront afin d'examiner l'état d'avancement des activités et de définir le programme de travail pour l'année suivante.
- 19. Le bénéficiaire présentera des rapports semestriels décrivant les progrès accomplis par rapport au cadre logique et au plan de travail annuel établis pour ce don et mettant en évidence les résultats et les enseignements tirés. Les progrès accomplis seront discutés lors des réunions semestrielles des principaux partenaires ci-dessus mentionnés. Le MDR présentera chaque année une description détaillée et une analyse de l'état d'avancement de la mise en place du système de S&E, ainsi que des résultats et de l'impact recensés et documentés grâce au système. À l'issue de la période d'exécution, un rapport d'achèvement et un rapport d'audit final seront préparés afin d'évaluer les résultats des activités financées grâce à ce don.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

- 20. Le FIDA fournira un financement sous forme de don à hauteur de 800 000 USD. Le don permettra de financer la mise en place d'un système national de S&E dans les secteurs agricole et rural, pour un montant de 600 000 USD, et contribuera à hauteur de 200 000 USD à la réalisation d'une enquête nationale sur la pauvreté. D'autres partenaires de développement et le gouvernement ont annoncé des contributions supplémentaires en appui à ces activités, pour un total de 2 985 000 USD.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Mise en place d'un système national de S&E dans les secteurs agricole et rural	600	85	685
2. Réalisation d'une enquête nationale sur la pauvreté	200	2 900	3 100
Total	800	2 985	3 785

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Salaires	60	20	80
2. Formation et renforcement des capacités	100	10	110
3. Assistance technique	170		170
4. Ateliers et voyages	130	55	185
5. Biens d'équipement	140		140
6. Services – enquête sur la pauvreté	200	2 900	3 100
Total	800	2 985	3 785

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions/Risks
Goal	Contribute to poverty reduction and sustainable rural development.	Frequency of Poverty Severity of Poverty	INS reports	A: Economic Development continues at pace and is inclusive of the rural poor; R: Climate change, budget constraints
Objectives	Increase the use of evidence in policy making and project management and understand what works, where, why and under what conditions in rural poverty reduction by improving the monitoring and evaluation capacity of the government to generate strong evidence of project outcomes and impact	Evidence from Government Policy Documents Evidence of piloting of sectoral policies based on data	Specific surveys Periodical report on policy	A: Robust implementation; R: disagreements among ministries and development partners to use this system; and, weak rollout by personnel.
Outputs	(a) The establishment of a national M&E system for the agricultural and rural sector established; and (b) The realization of a national Poverty Survey	M&E manual in place Reports produced Budget for Survey Disbursed	Supervision Reports Grant Completion Report	R: Delays
Key Activities	Finalization of M&E manual Capacity building of personnel Procurement of equipment and material Technical assistance Realization of National Poverty Survey	M&E manual in place Reports produced Survey report	Supervision Reports Grant Completion Report	R: Delays